



STRATÉGIE
2020-2025

Burkina Faso

#MondeEnCommun



The background features several concentric and overlapping circles in a vibrant green color. These circles are of varying diameters and are positioned such that they create a sense of depth and movement, framing the central text.

Burkina Faso

RÉSUMÉ

La stratégie de l'AFD au Burkina Faso a connu en 2019 une inflexion majeure, définie conjointement avec le gouvernement du Faso. Celui-ci souhaite en effet orienter davantage de financements dans la zone de son Programme d'urgence pour le Sahel (PUS), tout en maintenant un effort soutenu sur les leviers de la croissance et la délivrance des services essentiels à la population sur l'ensemble du territoire.

Au cours des prochaines années, l'Agence va poursuivre ainsi son soutien historique aux secteurs de l'éducation-formation, de l'eau et de l'assainissement, de l'énergie, du développement local et de l'agriculture, dans le cadre des politiques sectorielles arrêtées par le gouvernement du Faso. Elle intégrera toutefois de façon croissante une composante de réponse à la crise dans ses financements, mise en œuvre par les acteurs publics ou ceux de la société civile, avec pour finalité de renforcer la résilience des territoires,

des populations et des institutions publiques, en particulier dans les territoires les plus fragilisés par la concomitance de plusieurs crises, sécuritaire, humanitaire, climatique, alimentaire et sanitaire.

L'AFD concentre désormais ses appuis dans l'arc frontalier Nord et Est du pays (zone du PUS), ainsi qu'à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso en raison de leur poids démographique et socio-économique. Dans un souci d'efficacité et de recherche d'impacts, elle va privilégier les financements conjoints avec les autres bailleurs partageant une même analyse territoriale, en particulier ceux de l'Alliance Sahel.

Le groupe AFD s'appuie, pour déployer ses activités au Burkina Faso, sur Proparco, sa filiale dédiée au financement du secteur privé, ainsi que sur Expertise France, pour la coopération technique internationale.

SOMMAIRE

1. LE CONTEXTE D'INTERVENTION	5
1.1 Les principaux enjeux de développement	6
1.2 Les priorités du pays	8
1.3 Le financement du développement	8
1.4 Éléments de cadrage de la stratégie française et mandat du groupe AFD	9
2. LA STRATÉGIE D'INTERVENTION	11
2.1 Les priorités stratégiques	12
2.2 Les partenariats prioritaires	15
2.3 La production de connaissances	15
2.4 La communication et la redevabilité	16
3. LES PERSPECTIVES FINANCIÈRES ET LES MODALITÉS D'INTERVENTION	17
3.1 Perspectives financières	18
3.2 Les modalités de financement	18
3.3 Des modes opératoires adaptés au contexte	19
4. ANNEXES	20
Annexe 1 : Cadre logique de la stratégie de l'AFD au Burkina Faso	21
Annexe 2 : Cartographie des interventions de l'AFD	22
LISTE DES SIGLES	23



1.

LE CONTEXTE D'INTERVENTION

1.1. LES PRINCIPAUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

1.1.1 Des fragilités et des déséquilibres économiques et sociaux

Pays enclavé d'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso fait partie des Pays les moins avancés (PMA) avec un revenu par habitant estimé à 775 USD¹. Peuplé d'environ 20 millions d'habitants, il connaît une **croissance démographique élevée de 2,9 % par an**², si bien qu'il pourrait atteindre 43 millions d'habitants à l'horizon 2050³. La population burkinabè se caractérise par sa **jeunesse** (près de 45 % de la population a moins de 15 ans) et vit essentiellement en milieu rural. Toutefois, la population urbaine croît plus rapidement que la population rurale et devrait représenter 50 % de la population totale en 2050, contre 30 % en 2020. Cette dynamique démographique peut devenir un atout si le pays parvient à tirer pleinement profit du « dividende démographique », mais elle constitue aussi un défi considérable pour l'amélioration des conditions de vie des Burkinabè. Ainsi, bien que le taux de pauvreté ait baissé ces dernières années, il reste estimé à 43,7 % en 2014⁴ (57,3 % en 2003). Le pays occupe le 182^e rang mondial sur 189, selon l'indice de développement humain.

La **croissance économique du pays demeurerait soutenue avant la crise épidémique de la Covid-19**, autour de 6 % en moyenne annuelle depuis une vingtaine d'années. Elle s'est avérée plus stable que celle des pays voisins, malgré les fortes contraintes structurelles auxquelles le pays est confronté : enclavement, forte dépendance énergétique et diversification limitée de son économie. L'économie dépend ainsi fortement de l'or et du coton, rendant le pays vulnérable à l'évolution du cours des matières premières, aux taux de change et aux conditions climatiques.

L'**agriculture** est l'activité rémunératrice la plus pratiquée : environ 80 % de la population en dépend et elle totalise plus de 31 % de la valeur ajoutée du pays. La rentabilité des activités agricoles demeure néanmoins faible, faute de transformation et de moyens de conservation, et ne permet pas un développement économique de ces populations. Si les situations conflictuelles entre agriculteurs et pasteurs nomades sont courantes, elles sont généralement gérées de façon coutumière. Toutefois, en raison de l'insécurité croissante, les difficultés récurrentes dans la gestion des couloirs de transhumance s'aggravent.

Impact de la crise sanitaire de la Covid-19

Les premières victimes de la Covid-19 ont été recensées début mars 2020 dans le pays et les chiffres officiels au 15 juin faisaient état d'un peu moins de 900 cas et d'une cinquantaine de décès. Il est néanmoins fort probable que ces chiffres se situent en deçà de la réalité en raison des faibles capacités de diagnostic des autorités sanitaires.

Si à ce stade la catastrophe sanitaire a pu être évitée, les conséquences économiques sont quant à elles considérables. Selon les dernières estimations du FMI de novembre 2020, la chute du PIB devrait atteindre 2,8 % au cours de l'année 2020, alors que les prévisions initiales tablaient sur une progression de 6,3 %. Le déficit public devrait dépasser les 5 % (contre une prévision de 3 %). Cette situation s'explique par le ralentissement de l'activité économique et la baisse induite des recettes de l'État. En réponse à cette crise inédite, le gouvernement a adopté début avril un vaste plan de riposte incluant des mesures sanitaires, sociales, fiscales et d'appui à l'économie pour faire face à la crise, d'un montant de 600 M€.

Le **secteur privé non agricole** est également confronté à de nombreuses difficultés : accès limité aux financements, économies d'échelle insuffisantes en raison du manque d'infrastructures de connectivité et d'offres de formation adaptées. Quant au secteur informel, plus dynamique et confronté à moins d'obstacles, l'activité y est plus inclusive et semble offrir des perspectives d'évolution financière plus importantes que le secteur formel, notamment dans le commerce et l'orpaillage. *In fine*, l'activité formelle est restreinte et constitue une base réduite de ressources budgétaires pour les investissements de l'État.

L'**offre de services sociaux et d'infrastructures publiques** (eau, assainissement, électricité, transports, télécommunications, services éducatifs et sanitaires) **apparaît insuffisante au regard des besoins**, avec des disparités territoriales très marquées. À titre d'exemple, près de 61 % de la population urbaine dispose d'un accès à l'électricité, contre moins de 1 % de la population rurale⁵. Ces inégalités sont accentuées par la forte pression démographique qui absorbe une grande partie des fruits de la croissance économique. Le déficit d'infrastructures s'explique par une faible capacité publique d'investissement liée à une difficile équation budgétaire : ressources fiscales limitées, dépenses

¹ Dernières estimations du FMI pour 2019.

² Banque mondiale.

³ ONU – DESA – World Urbanisation prospects 2018.

⁴ Source : Banque mondiale, part de la population vivant avec moins d'1,9 USD par jour.

⁵ Banque mondiale, 2016.

de sécurité importantes et poids croissant de la masse salariale. Dans ce contexte, le Burkina Faso bénéficie depuis 2018 d'un programme du Fonds monétaire international (FMI)⁶, qui vise à appuyer les autorités à créer un espace budgétaire suffisant pour favoriser les dépenses prioritaires tout en accroissant les recettes.

Bien que le Burkina Faso se soit engagé en faveur de l'égalité femmes-hommes, les inégalités de genre restent conséquentes et les droits fondamentaux des femmes sont encore souvent négligés. C'est le cas des **mariages et des grossesses précoces** : on estime qu'environ 17 % des mères l'ont été avant 18 ans, contre 1 % des pères⁷. La prévalence de ces phénomènes est particulièrement marquée en milieu rural.

Par ailleurs, le Burkina Faso est considéré comme **particulièrement vulnérable à la menace climatique**, en raison notamment de la prépondérance du secteur agricole dans son économie. Le pays est aujourd'hui classé 164^e sur 181 pays recensés, selon l'indicateur de résilience de ND-Gain. Les principaux risques auxquels il est exposé sont les crues, les feux de forêts, les chaleurs extrêmes, ainsi que les pénuries d'eau et les inondations urbaines. Le changement climatique pourrait donc se traduire par une augmentation des tensions au sujet des ressources limitées en terres et en eau, ainsi que par une accélération de l'exode rural et de la migration nord-sud.

Le Burkina Faso fait face à une triple crise sociale, humanitaire et sécuritaire.

1.1.2 Une transition politique et une dégradation sécuritaire de grande ampleur

Après 27 ans sous le régime présidentiel de Blaise Compaoré (1987-2014), le Burkina Faso a connu une **transition démocratique** portée par la société civile, qui a débouché sur un gouvernement de transition et des élections en novembre 2015 qui ont porté à la tête du pays Roch Marc Christian Kaboré. Le nouveau pouvoir a tenté de répondre aux attentes de l'opinion publique, particulièrement fortes en matière sociale, tout en se démarquant des écueils du régime Compaoré (accusations de clientélisme, de corruption, de détournement de ressources...). Il doit néanmoins faire face à des enjeux de taille en matière d'implantation territoriale, ce qui limite, d'une part sa capacité à délivrer les services publics en dehors des grandes agglomérations, d'autre part sa faculté à garantir la sécurité et la justice pour les populations sur l'ensemble du territoire. Le président Kaboré a été reconduit pour un nouveau mandat lors des élections de novembre 2020.

Le gouvernement a très vite été confronté à la **montée de la violence dans le pays** : moins de 20 jours après l'investiture du président Kaboré en 2015, des attentats sont perpétrés pour la première fois au cœur de la capitale, coûtant la vie à 30 personnes. L'État ne parvient pas à juguler la progression des groupes armés, terroristes et milices d'auto-défense, qui sévissent et gagnent une partie du territoire. Dans un contexte frontalier particulièrement fragile, l'activité des groupes armés se développe sur une bande de plus en plus large de l'arc frontalier qui borde le Niger et le Mali⁸, croisant un phénomène terroriste importé et des relais endogènes. La région de l'Est, précédemment touchée par le banditisme, est également un terrain vaste et fertile pour les activités de plusieurs groupes cherchant à déstabiliser les zones à la frontière avec le Niger, le Bénin et le Togo. Plusieurs attaques visant les forces de l'ordre touchent également, avec plus ou moins d'intensité, l'Ouest du pays, à la frontière avec le Mali. Les symboles de l'État (écoles, centres de santé, élus) sont particulièrement ciblés par les Groupes Armés Terroristes (GAT). En outre, depuis le début de l'année 2019, on assiste à une exacerbation des conflits intercommunautaires ayant mené à des massacres d'une ampleur inédite au Burkina Faso. Des ONG internationales et burkinabè dénoncent de manière régulière des exactions commises par les GAT, les Forces de défense de sécurité (FDS) et les milices. La légalisation des groupes d'autodéfense (les Volontaires pour la Défense de la patrie) en janvier 2020, peu formés et encadrés, inquiète les partenaires internationaux quant à l'augmentation des tensions entre communautés. On estime que l'État aurait perdu le contrôle d'au moins le tiers du territoire.

L'insécurité grandissante dans le pays (près de 2 200 victimes recensées en 2019⁹, principalement des civils) est à l'origine d'une crise humanitaire sans précédent se traduisant par **un vaste mouvement de déplacés internes** : en décembre 2020, plus d'un million de personnes avait été contraintes de fuir leur domicile du fait des violences¹⁰. Les régions du Centre-Nord et du Sahel concentrent la majorité des déplacés. Ces mouvements de grande ampleur, dont la dynamique dépasse celle du Mali, posent **d'importantes difficultés d'accès aux services éducatifs et de santé ainsi qu'aux ressources naturelles, accentuant ainsi l'insécurité alimentaire**. Les déplacés quittent les villages et les communes rurales pour trouver refuge dans des centres urbains, où ils sont accueillis essentiellement par les communautés hôtes, posant le défi de l'insertion tant politique que socio-économique de ces populations déplacées, ou bien ils s'installent dans le plus grand dénuement en périphérie des villes.

⁶ Une Facilité Elargie de crédit de 157 millions d'euros sur 3 ans.

⁷ Étude pays SIGI-Burkina-Faso, Social Institutions & Gender Index, Centre de Développement de l'OCDE, 2018.

⁸ En 2012, le coup d'État à Bamako et les troubles territoriaux et sécuritaires qui se déclenchent au nord du Mali impactent durablement l'environnement sécuritaire régional. Dans un premier temps, cette dégradation ne se propage pas au-delà de la zone frontalière au nord du Burkina Faso.

⁹ Source : ACLED.

¹⁰ Source : Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA), février 2020.

La situation sécuritaire et humanitaire dans laquelle le pays a basculé risque de perdurer pendant plusieurs années. Cette situation inédite doit donc impérativement être prise en compte par les partenaires au développement, conformément aux demandes du gouvernement du Faso. En réponse à la montée de l'insécurité, le gouvernement a lancé un Programme d'urgence pour le Sahel au Burkina Faso 2017-2020 (PUS-BF), qui tente une réponse articulant

sécurité, humanitaire et développement face à la progression des violences. Depuis 2019, des études montrent que **la confiance de pans entiers de la population envers l'État est fortement fragilisée.** Dans certaines régions touchées par l'action des groupes armés, les populations disent craindre la violence des groupes terroristes autant que les forces de l'ordre.

1.2. LES PRIORITÉS DU PAYS

La stratégie de développement de l'État burkinabè est principalement structurée autour de deux documents de planification : le **Plan National de Développement Économique** (PNDES) et le **Programme d'urgence pour le Sahel** (PUS), qui en est une déclinaison géographique dans les zones de crise.

- Le PNDES est le document de référence en matière de développement économique et social pour la période 2016-2020. Adopté dans un contexte de fortes revendications sociales, il est structuré autour de trois axes : (i) la réforme des institutions et la modernisation de l'administration, (ii) le développement du capital humain, et (iii) la dynamisation de secteurs porteurs. Il se décline en politiques sectorielles, qui couvrent tous les champs d'intervention de l'État, et en Plans Locaux de Développement (PLD), afin de prendre en

considération les spécificités et priorités locales. Le coût total de la mise en œuvre du PNDES sur la période 2016-2020 est estimé à 24 milliards d'euros. Le prochain plan de développement, qui s'intitulera, *Référentiel National de Développement*, est en cours d'élaboration. Il devrait intégrer le nexus humanitaire-paix-développement.

- En 2017, le Burkina s'est doté du PUS dans l'objectif d'améliorer les conditions sécuritaires et de réduire la vulnérabilité des populations de la région Sahel et d'une partie de la région Nord. Ce document a été étendu en 2019 à quatre autres régions soumises à la montée des violences armées (régions du Centre-Est, de l'Est, du Centre-Nord et de la Boucle du Mouhoun) et concerne désormais 6 des 13 régions du Burkina Faso.

1.3. LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

La dette publique totale du Burkina Faso atteint 40 % du PIB en 2019, dont près de 57 % est d'origine extérieure. **Le risque de surendettement extérieur est jugé modéré par le FMI**, avec une dette principalement concessionnelle.

L'aide publique au développement (APD) constitue un outil important de financement du développement au Burkina Faso¹¹. En 2018, elle atteignait 1 489 millions de dollars US, soit 10,5 % du PIB, marquant ainsi un niveau record pour le pays (+ 30 % par rapport à 2017¹²). L'APD provient majoritairement des partenaires multilatéraux

(67 %), et les principaux contributeurs sont, par ordre d'importance, la Banque mondiale, l'Union européenne, la Banque africaine de développement, les États-Unis, le Système des Nations Unies et la France avec 82 millions de dollars d'APD en 2018. L'APD est majoritairement constituée de dons (72 %) et provient de l'aide projet (79 %) plutôt que d'appuis budgétaires (16 %). Les bailleurs concentrent principalement leurs appuis sur le secteur de la santé (12,3 %), la production agro-sylvo-pastorale (11,7 %) et les infrastructures (11,1 %).

¹¹ Source : Coopération pour le développement, Rapport 2018, Direction Générale de la Coopération, Ministère de l'économie, des finances et du développement, septembre 2019.

¹² En raison de l'afflux de financements des bailleurs lié au PNDES.

1.4. ÉLÉMENTS DE CADRAGE DE LA STRATÉGIE FRANÇAISE ET MANDAT DU GROUPE AFD

Relations diplomatiques

La France et le Burkina Faso entretiennent des relations historiques et culturelles privilégiées. Le Burkina Faso figure d'ailleurs parmi les fondateurs de l'Organisation internationale de la Francophonie. Depuis plusieurs années, la France est particulièrement engagée aux côtés du Burkina Faso pour lutter contre l'insécurité au Sahel. Les deux pays entretiennent ainsi une coopération importante en matière de sécurité et de défense. Le plan d'action de l'ambassadeur de France s'articule autour de trois des quatre piliers définis lors du sommet de Pau de janvier 2020 réunissant les chefs d'État du G5 Sahel et le président français¹³, et confirmés à Nouakchott en juillet 2020 : (i) le renforcement des forces de sécurité nationales, (ii) l'accompagnement de l'État dans la reconquête de son territoire et de ses populations et (iii), l'amélioration de l'efficacité de l'aide au développement, notamment dans le cadre de l'Alliance Sahel.

Coopération pour le développement

L'Afrique et en particulier le Sahel sont placés au cœur de la politique française de développement, comme l'a déclaré le président français lors de son **discours de Ouagadougou en novembre 2017** et comme l'a confirmé le **Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) de février 2018**. Les priorités de la France portent sur les zones en crise, l'éducation et l'employabilité des jeunes, la santé, la lutte contre le changement climatique et la protection de la biodiversité et l'égalité femmes-hommes. Le Burkina Faso fait partie des 19 pays prioritaires de l'aide française et bénéficie à ce titre de financements concessionnels et en subventions importants. La politique française de développement vise en particulier à accompagner la jeunesse, favoriser un développement durable et réduire les vulnérabilités. La société civile française et les collectivités locales françaises entretiennent des coopérations très dynamiques au Burkina Faso.

Mandat du groupe AFD pour les prochaines années

Le groupe AFD intervient au Burkina Faso dans le cadre de la priorité accordée par les autorités françaises aux pays sahéliens (cf. CICID 2018). Pour les prochaines années, le Groupe travaillera avec les autorités burkinabè à l'atteinte des objectifs de développement durable et cherchera plus particulièrement à **favoriser la résilience des territoires, des populations et des institutions publiques**.

Le Groupe s'attachera à respecter les engagements pris dans son plan d'orientation stratégique et agira notamment en étroite coopération avec les partenaires au **développement**, et avec les acteurs de la **diplomatie** et de la **défense** (engagement « 3D »). Il sera attentif à renforcer le lien social, à réduire les inégalités, et son action sera guidée par les cinq priorités de sa stratégie au Sahel : (i) améliorer la gouvernance en renforçant les acteurs de la société (État, collectivités locales), (ii) contribuer à prévenir et endiguer les conflits violents dans une approche territoriale, (iii) promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles, (iv) renforcer les capacités des populations, en particulier de la jeunesse, et (v) accompagner le développement des potentiels du Sahel. Afin de remplir son mandat, le Groupe s'appuiera sur ses trois entités : l'AFD, Proparco pour le financement des entreprises et établissements financiers privés, et Expertise France pour la coopération technique internationale¹⁴.

¹³ Lors de ce sommet, les chefs d'État du G5 Sahel ont exprimé le souhait de la poursuite de l'engagement militaire de la France au Sahel.

¹⁴ Expertise France doit rejoindre le groupe AFD en 2021.

Bilan et positionnement de l'AFD au Burkina Faso

L'AFD est un partenaire de longue date des autorités du Burkina Faso, intervenant depuis 1958 en finançant des programmes des institutions publiques pour répondre à la demande de services de base. Les projets financés par l'AFD s'inscrivent dans les politiques publiques du pays et s'exécutent selon les procédures nationales. Ils visent à la fois le financement d'infrastructures, l'amélioration des services publics et le renforcement de capacités des maîtrises d'ouvrage. En cohérence avec les priorités de l'action extérieure de la France, l'accent a été mis au cours des dernières années sur la jeunesse (éducation, formation professionnelle, emploi), le **développement des territoires** (aménagement urbain, soutien aux collectivités, agriculture), les investissements structurants (énergie, eau, assainissement), et l'appui aux **réformes de l'État** (notamment via des appuis budgétaires). L'AFD a ainsi noué une relation de long terme avec les partenaires burkinabè qu'elle finance et qui exécutent les projets : le ministère des finances, les ministères sectoriels (agriculture, eau, énergie, éducation, formation et jeunesse, aménagement du territoire), ainsi que les entreprises publiques (ONEA, SONABEL) et certaines municipalités, au premier rang desquelles Ouagadougou.

Au cours de la période 2015-2019, l'AFD a accordé 508 M€ de financements aux institutions publiques burkinabè dont 56 % sous forme de prêts à l'État. Sur les 226 M€ de subventions, près des deux tiers proviennent de dons du gouvernement français, le reste étant constitué des fonds délégués par l'Union européenne (UE) et le Partenariat mondial pour l'éducation (PME). Ces cinq années ont marqué une accélération dans la croissance des engagements observée au début de la décennie passée.

À travers son guichet de financement des organisations de la société civile (OSC), l'AFD accompagne au Burkina Faso une quarantaine d'OSC françaises et leurs partenaires burkinabè (17,3 M€ entre 2016 et 2020), essentiellement dans les domaines de la santé et de l'agriculture. Depuis sa création en 2017, le fonds Paix et Résilience Minka a mobilisé 59,5 M€ à fin 2020 pour la prévention des conflits au Burkina Faso.

S'agissant du secteur privé, Proparco, filiale de l'AFD, a accordé 40 M€ de financements sur la période, notamment sous forme de concours et garanties accordés à des banques de la place pour le financement des PME.

Par ailleurs, Expertise France mène une quinzaine de projets au Burkina Faso sur financements de la France et de l'UE. Les activités d'Expertise France visent à renforcer les capacités des administrations publiques burkinabè, la stabilité et la paix, le développement durable, la santé et le développement humain.

Plus du quart des financements accordés par l'AFD à ses partenaires burkinabè ont présenté des impacts positifs sur le climat sur la période 2015-2019, à la fois en matière d'atténuation (énergie solaire principalement) et d'adaptation (développement rural, eau). Près d'une dizaine de projets se sont également attachés à prendre en compte l'égalité femmes-hommes, principalement dans le secteur éducatif et agricole.

A decorative green spiral graphic that starts from the top left and winds its way across the page, passing behind the text.

2.

LA STRATÉGIE D'INTERVENTION¹⁵

¹⁵ Voir Annexe 1.

2.1. LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES

Compte tenu des enjeux de développement du Burkina Faso et des priorités définies par les autorités, **le groupe AFD se fixe trois objectifs opérationnels afin de renforcer la résilience des territoires, des populations et des institutions publiques :**

- Contribuer à prévenir et endiguer les conflits dans les territoires les plus touchés par l'insécurité ;
- Accompagner le développement du capital humain et les opportunités pour la jeunesse et les femmes ;
- Soutenir les institutions pour l'accès de tous aux services de base.

Face à la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire du pays, qui s'est accélérée depuis 2018, les interventions d'une agence de développement comme l'AFD – aux côtés des diplomates, des acteurs de la défense et des humanitaires – contribuent à l'accompagnement des conséquences de la crise et à la prévention des conflits. Travailler sur ces enjeux implique un changement de paradigme, en passant d'une **approche principalement technique et sectorielle à une approche plus territorialisée et davantage axée sur les déterminants des conflits**. Si cette approche ne saurait être exclusive de l'approche sectorielle historique de l'AFD au Burkina Faso, elle doit guider la formulation de l'essentiel de la programmation des années à venir.

La priorisation des zones d'intervention de l'AFD au Burkina Faso est définie conjointement par la France et par les autorités burkinabè. Par ailleurs, **si le choix du soutien aux institutions publiques constitue la colonne vertébrale des activités du Groupe, il convient également d'envisager le financement d'acteurs tiers, lorsque l'administration n'est plus en mesure de délivrer les services attendus, dans le cadre d'un dialogue maintenu entre le Groupe, l'acteur tiers et l'administration burkinabè.**

Les financements de l'AFD s'accompagneront d'un dialogue soutenu de politiques publiques avec les autorités burkinabè, à la fois dans une logique sectorielle, au sein des cadres sectoriels de dialogue, mais également en renforçant le soutien aux instances nationales (centrales ou services déconcentrés) en charge du pilotage du PUS.

2.1.1 Contribuer à prévenir et endiguer les conflits dans les zones les plus touchées par l'insécurité

Les différentes régions du Burkina Faso ne sont pas touchées de la même façon par la crise sécuritaire et humanitaire. L'AFD adopte une approche territoriale différenciée selon le contexte (voir carte en annexe). Celui-ci étant susceptible d'évoluer, les orientations décrites ci-après pourront être adaptées en conséquence. Ainsi, **dans les territoires les plus touchés par l'insécurité (zones du PUS), l'AFD propose de concentrer ses interventions sur trois zones principales, où seront développées des grappes de projets répondant au socle de besoins suivant :** appui aux filières/ressources naturelles/sécurité alimentaire, développement communal (incluant santé et éducation notamment), eau potable, cohésion sociale/médias, emploi/formation, dans une approche sensible au conflit.

(i) La région de l'Est : zone d'intervention traditionnelle de l'AFD sur des programmes de développement local orientés vers le monde rural, elle fait partie des régions les moins pourvues en services publics. La situation sur place est précaire, avec de nombreux déplacements de populations et le départ, dans certaines collectivités, des services techniques. La région Est semble aussi jouer un rôle dans l'extension régionale du conflit (trafics avec le nord Togo et le Bénin) et apparaît donc essentielle dans une logique d'endiguement du conflit. L'AFD souhaite y poursuivre ses efforts en matière d'appui aux collectivités territoriales et aux communautés, mais également de soutien à la sécurité alimentaire et à la gestion des ressources naturelles, cette région étant moins couverte par les financements extérieurs.

(ii) Les régions Nord et Sahel sont considérées comme l'épicentre de la crise et à ce titre constituent des priorités stratégiques dans la relation bilatérale franco-burkinabè. Les interventions de l'AFD dans ces régions se sont renforcées ces dernières années, en particulier à travers le programme Trois Frontières¹⁶. À partir de ce projet sera développé un socle d'interventions plus large en matière de formation, d'eau potable, de cohésion sociale, combinant l'appui aux institutions publiques (dont les collectivités locales) et aux acteurs de la société civile (organisations paysannes, associations).

¹⁶ Il s'agit d'un projet visant à contribuer aux efforts de stabilisation et à la paix dans les territoires transfrontaliers du Burkina Faso, du Mali et du Niger, en s'appuyant sur deux axes d'intervention spécifiques : (i) l'appui au développement socio-économique et au renforcement de la cohésion sociale et (ii) l'amélioration des services de protection civile apportés à la population.

(iii) **La Boucle du Mouhoun** : cette région ne connaît pas le même niveau de violence que les régions précédentes, mais est en voie de fragilisation. L'AFD y intervient de longue date avec des programmes de développement agricole. Des actions de résilience et de développement y sont encore possibles, à condition d'opter pour des modes opératoires adaptés aux zones en conflit¹⁷ et des activités permettant de faire face à des déplacements de population importants. Il apparaît également possible et souhaitable de travailler directement sur les facteurs de conflits (gouvernance locale, conflits fonciers et sécurisation des couloirs de transhumance, accès équitable aux ressources naturelles, etc.) tels qu'identifiés dans le *Risk & Resilience Assessment* piloté par la Banque mondiale fin 2019. Un des objectifs communs des opérations financées dans la région pourrait donc être de penser des projets à « double dividende » qui répondent à la fois aux enjeux directement liés à la crise et à un besoin de développement plus classique de long terme. Cette région peut encore être envisagée comme une zone de repli dans la perspective d'une forte dégradation sécuritaire dans les régions de l'Est ou du Nord, les projets financés par l'AFD étant de façon croissante conçus conjointement sur plusieurs zones.

De manière complémentaire à cette approche territoriale, des **actions renforcées pourront être envisagées dans les communes-centres** (chefs-lieux de province, de région, villes d'accueil des déplacés) de ces régions d'intervention prioritaires, qui seront à définir en format 3D sur la base d'une analyse des enjeux. Ainsi, l'AFD pourrait notamment capitaliser sur les efforts réalisés dans la commune de Dori, située dans la région Sahel, dont la situation tend néanmoins à se dégrader, en poursuivant les investissements (réhabilitation d'infrastructures, promotion du dialogue social...), afin d'y renforcer la résilience et la cohésion sociale.

2.1.2 Accompagner le développement du capital humain et les opportunités pour la jeunesse et les femmes

- L'AFD accompagne le **développement du capital humain** à travers son soutien à l'éducation de base, la formation professionnelle et l'enseignement supérieur, domaines d'expertise de l'Agence. Ses interventions s'inscrivent dans un partenariat solide de long terme, et sont reconnues et appréciées par le Burkina Faso et les autres partenaires techniques et financiers (PTF) intervenant dans ce domaine. L'AFD cherche à améliorer l'accès de tous à une éducation de qualité sur tout le continuum éducatif, pour favoriser l'insertion socio-économique des populations. Dans un souci d'alignement de l'aide et en coordination avec les autres bailleurs du secteur, l'AFD participe à l'abondement

des fonds communs multi-bailleurs et finance les renforcements de capacités associés pour l'amélioration de l'efficacité du système. En complément du soutien aux dispositifs nationaux, elle « territorialise » une part croissante de ses appuis dans une logique d'impacts dans les zones les plus vulnérables.

- L'AFD soutient l'**universalisation de l'accès à l'enseignement de base** pour assurer l'alphabétisation des jeunes, le renforcement de la gouvernance du secteur éducatif et de son pilotage, ainsi que la réduction des disparités géographiques et de genre. Condition préalable à la réduction de la pauvreté et des inégalités et à l'atteinte des objectifs de développement durable, l'égalité des sexes et des chances est une préoccupation majeure de l'APD française au Sahel. Elle se concrétise au Burkina Faso sous différentes formes, notamment par le renforcement de l'accessibilité des jeunes filles à une éducation de qualité jusqu'au niveau secondaire au minimum. Outre les financements français, l'AFD porte dans ce secteur les financements du Partenariat mondial pour l'éducation (PME), dont elle est l'agent partenaire pour le Burkina Faso.

- Dans la **formation professionnelle**, l'Agence poursuit sa contribution à la structuration du secteur, dans l'optique d'appuyer l'insertion professionnelle de façon équitable entre les territoires et les différents groupes de population.

- Le renforcement de l'éducation et de la formation participe à l'amélioration des opportunités des jeunes, en leur donnant les clés de réussite pour leur **insertion professionnelle**. En parallèle, l'AFD participe au **développement des activités productives, sources d'emplois durables et décents** :

- Le groupe AFD s'attache à développer le **potentiel agricole** du pays en intégrant une forte sensibilité à la question du changement climatique et à la dégradation de l'environnement. Ses interventions accompagnent la production agricole, en associant les différentes filières, afin qu'elle puisse faire face aux aléas climatiques, en favorisant des techniques agricoles durables et en encourageant des mesures visant à réduire la pollution des sols pour une meilleure fertilisation. C'est dans cette optique que l'AFD développe d'ambitieux programmes de sécurité alimentaire dans la région Est et dans la Boucle du Mouhoun.

- Le **financement du secteur privé** et le **renforcement de la capacité du secteur financier à soutenir l'économie réelle** permettront d'accompagner les initiatives locales et l'entrepreneuriat, notamment féminin. Proparco, filiale de l'AFD dédiée au financement du secteur privé, développera ses activités dans le pays à travers l'opérationnalisation de sa stratégie pour les pays fragiles.

¹⁷ Budget indicatif, enveloppe non affectée, plan de contingence...

Des activités en faveur des femmes

L'AFD sera attentive à travers ses différents financements à réduire les inégalités femmes-hommes. Elle intégrera de manière systématique cet objectif dans ses projets.

Pour illustration, dans le secteur de l'éducation de base, les projets financés cibleront des actions en faveur de l'accès et du maintien des filles à l'école ainsi que de l'alphabétisation des femmes.

Les programmes orientés vers le développement des territoires ruraux s'attacheront à permettre l'accès sécurisé des femmes au foncier, à promouvoir l'entrepreneuriat féminin, tout en intégrant la consultation et la participation des femmes dans les processus de concertation.

Les projets de développement urbain seront également soucieux de promouvoir l'autonomie des femmes, en soutenant par exemple des activités génératrices de revenus dans les zones marchandes aménagées.

L'AFD finance certains investissements de la SONABEL (Société nationale burkinabè d'électricité) destinés à fournir une électricité plus abondante, plus accessible et moins carbonée, dans un contexte de forte dépendance au pétrole, à travers la production d'électricité photovoltaïque et la densification du réseau. L'AFD appuie également le renforcement de l'entreprise publique pour lui permettre de faire face à la croissance rapide de son activité et de gérer de manière pérenne la diversification des sources de production. Aux côtés des autres partenaires du pays dans ce secteur, l'AFD vise ainsi à doter le Burkina Faso des capacités d'intégration dans le grand marché régional de l'électricité en cours de structuration, par le biais de centrales solaires et de lignes d'interconnexion avec les pays limitrophes.

- L'AFD souhaite poursuivre et élargir le financement de projets à mise en œuvre rapide avec l'ONEA et la SONABEL afin d'accroître l'impact des investissements sur la vie des populations, en particulier dans les territoires les plus défavorisés.

2.1.3 Soutenir les institutions pour l'accès de tous aux services de base

• L'AFD accompagne les **réformes des finances publiques** et le processus de décentralisation. Le renforcement de capacités des acteurs publics (État central et collectivités territoriales) est une composante essentielle de l'activité de l'AFD dans l'ensemble de ses secteurs d'intervention. L'Agence apporte son appui à la réforme des finances publiques par un dialogue de politique publique adossé à des appuis budgétaires au Ministère de l'économie, des finances et du développement (MINEFID), dont l'utilisation est liée à la mise en place de mesures visant à améliorer la performance de la dépense publique et à accroître le rôle des collectivités territoriales dans les investissements publics, tout particulièrement à destination des zones du pays les plus touchées par l'insécurité.

• De cette manière, l'AFD accompagne les institutions burkinabè dans leur politique **d'aménagement des territoires**. Elle participe à la politique de diminution des disparités d'accès des ménages à l'eau, à l'assainissement et à l'énergie entre milieux rural et urbain, par le financement d'infrastructures et de renforcement de capacités des acteurs, en particulier les entreprises publiques en charge de la délivrance de ces services de base.

• L'AFD finance certains investissements de l'ONEA (Office national d'eau et d'assainissement) en matière de production d'eau potable et d'assainissement, et accompagne l'entreprise dans ses capacités de planification d'investissements et de consolidation de son modèle financier.

Par ailleurs, l'AFD est un partenaire majeur des communes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso, qui sont à la fois les principaux lieux de concentration démographique, représentant d'importants enjeux en matière de délivrance de services publics, et des leviers de la croissance durable du Burkina Faso :

• **L'AFD accompagne l'expansion géographique, démographique et économique de Ouagadougou.** Elle soutient la ville dans ses efforts de rattrapage afin de favoriser une décongestion de la mobilité, une valorisation de son potentiel économique et un rééquilibrage territorial entre le centre et les quartiers périphériques. Dans l'optique de promouvoir sa vision de la ville durable, l'AFD encourage la mairie dans ses initiatives de préservation de l'environnement et de maîtrise des risques climatiques, ainsi que de gestion participative du mobilier urbain et des infrastructures.

• L'expérience tirée de l'aménagement urbain de la ville de Ouagadougou depuis plus de deux décennies permet à l'AFD d'étendre cette approche au second grand pôle urbain, **la ville de Bobo-Dioulasso**, en soutenant la recherche de leviers de croissance et de recettes fiscales pour un développement durable.

• **De façon complémentaire, dans les régions de l'arc frontalier qui bordent le Niger et le Mali**, l'AFD appuie les collectivités territoriales en matière de sécurisation foncière, de gestion des ressources naturelles, d'aménagement de l'espace communal, d'appui aux opérateurs économiques locaux ou encore de renforcement des collectivités locales dans leur rôle de maîtrise d'ouvrage.

2.2. LES PARTENARIATS PRIORITAIRES

L'AFD travaillera en premier lieu avec les autorités publiques nationales, l'essentiel de ses financements étant destinés à des maîtrises d'ouvrage publiques (ministères, entreprises publiques d'eau et d'électricité, mairies), dont le maillage territorial est réel bien qu'inégal. Le MINEFID et sa Direction Générale de la Coopération constituent le point d'entrée et l'interlocuteur naturel de l'AFD.

La dégradation du contexte sécuritaire et l'érosion des capacités des institutions publiques dans certaines zones du pays conduiront l'AFD à collaborer davantage avec d'autres partenaires, en s'appuyant notamment sur des acteurs de la société civile, mieux positionnés pour délivrer les services attendus dans un contexte de crise, en raison de leur expertise de terrain et de leur ancrage local. **Ainsi, le choix de la maîtrise d'ouvrage ou de l'opérateur des projets sera réalisé au cas par cas, dans un dialogue avec l'État burkinabè.** Une approche de délégation de service public ou de partenariat sera privilégiée chaque fois que possible, au regard des faibles capacités de l'administration dans certaines zones d'intervention.

Le Burkina Faso bénéficie du soutien de nombreux PTF, dont la coordination des actions est organisée dans des cadres sectoriels présidés par les ministères techniques. L'AFD entretient une relation nourrie avec plusieurs bailleurs intervenant dans les mêmes secteurs :

- L'Union européenne (UE) est un partenaire naturel de l'Agence, que ce soit dans le cadre du dialogue sectoriel

de la gouvernance économique ou dans le cadre de cofinancements et de délégations de fonds dans les secteurs de l'énergie et du développement rural.

- L'AFD appartient à un réseau de partenaires au service de l'éducation et de la formation professionnelle, particulièrement investis aux côtés des ministères via leurs fonds communs, en particulier le Partenariat mondial pour l'éducation (dont l'AFD est agent partenaire), mais également des partenaires européens (Suisse, Luxembourg, Autriche) et de la coopération canadienne.

- L'AFD travaille avec les coopérations suisse et allemande sur la décentralisation, le renforcement des collectivités territoriales et le développement local, y compris sous forme de cofinancements.

L'AFD s'attache à travailler dans **le cadre de l'Alliance Sahel** dans un esprit de coordination avec les principaux acteurs du développement présents dans le pays, en particulier la Banque mondiale, avec laquelle elle pourra développer son approche territoriale. Une approche « Équipe France » et Groupe sera privilégiée avec Expertise France sous un format « 3D » (Défense, Diplomatie, Développement). L'AFD s'appuiera par ailleurs sur Expertise France pour renforcer les capacités de ses partenaires burkinabè dans la mise en œuvre des politiques publiques adaptées aux besoins des populations. L'AFD pourra compter plus particulièrement sur le savoir-faire d'Expertise France dans les domaines de la gouvernance économique et de la formation professionnelle.

2.3. LA PRODUCTION DE CONNAISSANCES

Intervenir au Burkina Faso, et plus globalement dans la région sahélienne, nécessite une compréhension fine de l'espace dans son ensemble, des territoires et des populations qui y vivent. La production de connaissances a donc une place centrale dans les activités des bailleurs au Sahel, qui se concrétise par plusieurs programmes d'études dont le *Risk and Resilience Assessment* dans le cadre de l'Alliance Sahel. L'AFD finance deux programmes de recherche au niveau régional : (i) *la Plateforme d'analyse, de suivi et d'apprentissage au Sahel* (PASAS), qui permet des analyses contextuelles pour mieux comprendre les dynamiques de crise au Sahel et dans le bassin du Lac Tchad, et des études thématiques de capitalisation pour renforcer l'apprentissage opérationnel et (ii) *le programme Savoirs Sahel*,

qui finance quant à lui des travaux de recherche appliquée et l'accompagnement des acteurs de demain¹⁸.

Dans le cas spécifique du Burkina Faso, la production de connaissances concerne en priorité des **analyses de contexte à visée opérationnelle**. Elle sert la mise en œuvre d'approches territoriales pour financer des programmes intégrés à l'échelle d'un territoire. En outre, la production de connaissances s'articule autour de **thématiques spécifiques** : plusieurs études sont menées pour affiner la compréhension des inégalités socio-économiques, leurs dynamiques et leurs déterminants, et *in fine* orienter la prise de décision en vue de mener des actions en faveur d'un développement durable et inclusif.

¹⁸ Savoirs Sahel finance des travaux de recherche autour des thématiques suivantes : (i) les transformations du peuplement, (ii) l'éducation non formelle, l'insertion sociale et l'emploi informel, (iii) la gouvernance et (iv) l'agroécologie et le climat.

2.4. LA REDEVABILITÉ

Le Burkina Faso étant un pays prioritaire de l'aide française, bénéficiaire de subventions importantes, l'intervention de l'AFD dans ce pays devra s'accompagner d'une redevabilité accrue. Celle-ci sera articulée autour d'un suivi resserré de nos réalisations de terrain. Plusieurs indicateurs

permettront de suivre la mise en place des objectifs prioritaires, en lien avec la stratégie régionale Sahel. Du fait de la situation sécuritaire, l'AFD sera très attentive aux modalités de communication sur ses projets, de manière à respecter le souhait de ses partenaires de terrain.

The background features several thin, green, curved lines that sweep across the page, creating a sense of movement and design.

3.

**LES PERSPECTIVES
FINANCIÈRES ET LES MODALITÉS
D'INTERVENTION**

3.1. PERSPECTIVES FINANCIÈRES

Au cours de la période 2015-2019, **l'activité annuelle moyenne de l'AFD a été de l'ordre de 102 M€**, dont 56 % sous forme de prêts souverains (État, entreprises publiques), 28 % de subventions et 16 % de délégations de fonds. À partir de 2013, la maîtrise de son endettement par le Burkina Faso a permis la reprise des prêts souverains, avec un niveau encadré d'engagements annuels.

Le Burkina Faso faisant partie des pays pauvres prioritaires, le groupe AFD y applique **ses outils financiers les plus concessionnels, sous forme de prêts et de dons pour le secteur public**. En matière de financement du secteur privé, domaine d'intervention de la filiale de l'AFD, Proparco, il convient d'ajouter les garanties bancaires apportées aux établissements financiers de la place, dans le cadre d'accords visant à favoriser le financement bancaire des PME burkinabè, et les lignes de financements en prêts ou en participations au secteur privé. Par ailleurs, l'AFD instruit et suit l'exécution de projets et programmes financés par d'autres institutions, dans le cadre de délégations de fonds.

Dans un pays comme le Burkina Faso, **le mixage de prêts et de dons permet d'utiliser l'outil financier le plus pertinent en fonction des priorités de développement**, en allouant les dons aux projets dans les secteurs sociaux pour répondre aux besoins essentiels des populations ainsi qu'aux efforts de renforcement de capacités et de lutte contre les vulnérabilités, tandis que les prêts financent en priorité les investissements dans des infrastructures et des équipements, dont la rentabilité financière est réelle, bien que souvent différée. Les subventions issues du fonds Paix et Résilience Minka sont également mobilisées. L'AFD déploie également des subventions directes à des OSC françaises et locales, notamment via des OICC (outils d'intervention dans les contextes de crise) et des appels à projets, mais également via son guichet de financement dédié.

3.2. LES MODALITÉS DE FINANCEMENT

La plus grande part des financements de l'AFD au Burkina relève de **l'aide-projet**. Toutefois, en matière d'éducation et de formation professionnelle, l'AFD participe, à l'instar des principaux bailleurs du secteur, **au dialogue et financement de la politique publique du pays via des fonds communs** gérés sous forme d'un compte d'affectation spéciale du Trésor (CAST).

Dans les années à venir, l'AFD souhaite déployer de façon croissante une **approche programmatique**, pluriannuelle, permettant d'exécuter ses financements de façon plus fluide et de donner davantage de visibilité à ses partenaires burkinabè. À titre d'illustration, l'AFD a mis à disposition des entreprises publiques d'eau et d'assainissement (ONEA) et d'électricité (SONABEL) des fonds d'études pour des investissements structurants pour lesquelles elles

vont chercher des financements au fil de l'eau, auprès de l'AFD ou d'autres PTF. Il est prévu de maintenir d'importants appuis en renforcement de capacités de ces entreprises publiques, afin qu'elles soient en mesure de définir et documenter des trajectoires de développement et de les décliner en programmes, leur permettant de capter les financements et d'exécuter les projets de manière plus efficace.

Enfin, l'AFD complète ces interventions en déployant des **appuis budgétaires**, annuels ou pluriannuels, émargeant aux programmes du Trésor public français ou du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), à vocation générale ou sectorielle, en ciblant pour chacun d'entre eux des points d'affectation définis en commun avec les autorités burkinabè.

3.3. DES MODES OPÉRATOIRES ADAPTÉS AU CONTEXTE

L'AFD intégrera de façon croissante les enjeux de vulnérabilité dans ses opérations se déroulant dans les zones identifiées comme les plus fragiles (région en risque sécuritaire, proximité avec des régions en risque sécuritaire, sous-investissement chronique...) :

- Tout d'abord en pensant leur impact sur les dynamiques de conflits pour éviter une programmation elle-même porteuse de risques (en adoptant une **approche « ne pas nuire »**) ; cela permettra de faire évoluer certains projets vers des approches duales, qui visent à la fois des objectifs de développement socio-économiques d'opérations

« classiques », mais également une contribution à la réduction de certaines fragilités structurelles et au renforcement des facteurs de résilience ;

- Puis en identifiant quelques opérations dédiées qui auront pour objectif premier de contribuer à la consolidation de la paix, conformément à la stratégie « *Vulnérabilités aux crises et résilience* » du Groupe. Des modes opératoires spécifiques, adaptés aux zones en crise, seront développés (diversification des opérateurs, dispositifs de suivi et pilotage permettant une adaptation à l'évolution du contexte etc.).

The background features several large, thin, green curved lines that sweep across the page, creating a dynamic, organic feel. These lines vary in curvature and position, some starting from the top left and curving towards the bottom right, while others start from the top right and curve towards the bottom left.

4.

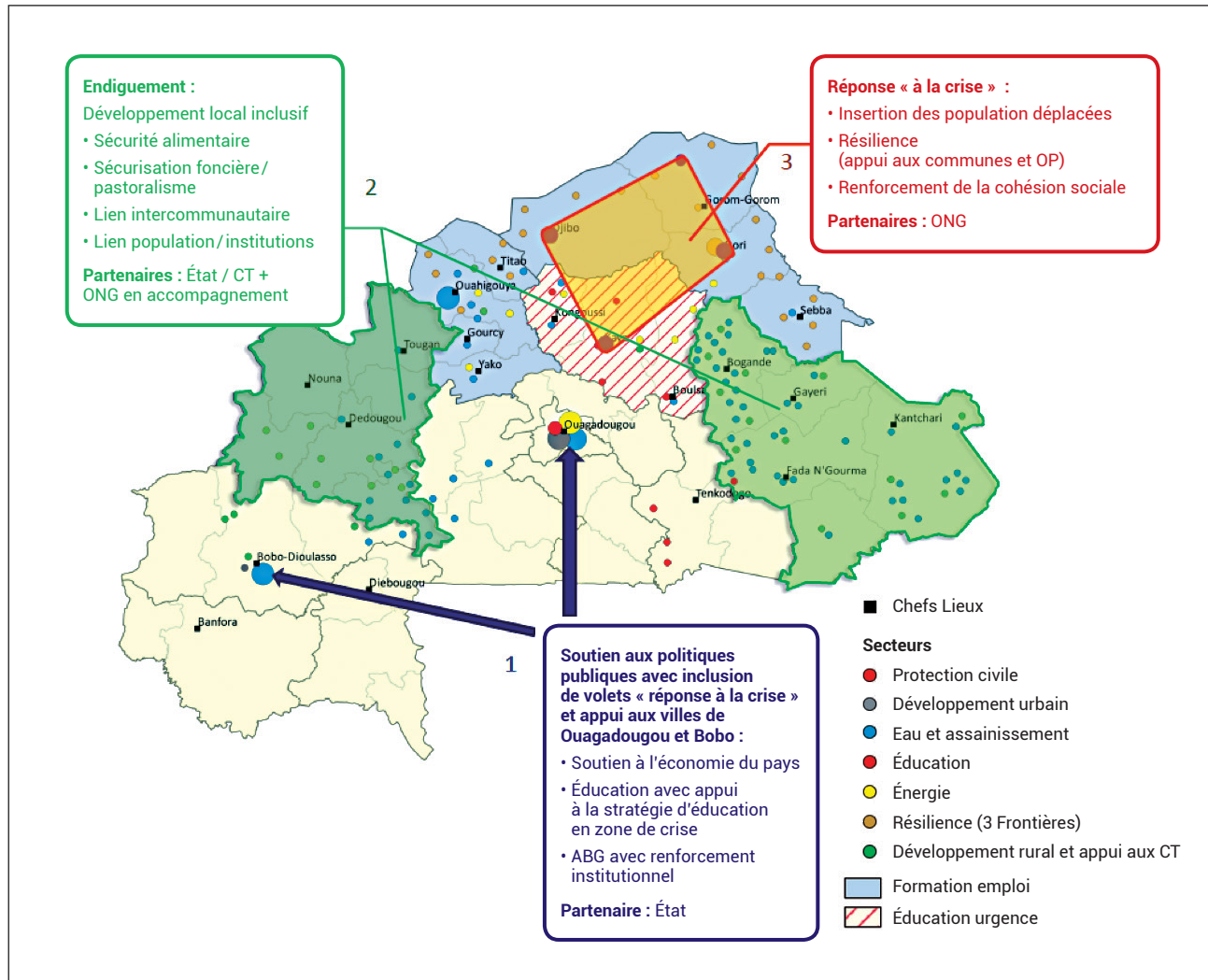
ANNEXES

ANNEXE 1. CADRE LOGIQUE DE LA STRATÉGIE DE L'AFD AU BURKINA FASO

FINALITÉ	OBJECTIFS	VULNERABILITÉS	ACTIONS
Favoriser la résilience des territoires, des populations et des institutions publiques au Burkina Faso	CONTRIBUER À PREVENIR ET ENDIGUER LES CONFLITS DANS LES TERRITOIRES LES PLUS TOUCHES PAR L'INSECURITÉ	Manque de présence et d'efficacité des institutions à délivrer des services publics	→ Développement rural et sécurité alimentaire → Prévention des conflits et renforcement du lien social : Accès équitable et inclusif aux ressources naturelles et aux services essentiels → Insertion socio-économique des groupes vulnérables
	ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN ET LES OPPORTUNITES POUR LA JEUNESSE ET LES FEMMES	Faible insertion sociale, économique et politique de groupes marginalisés Forte croissance démographique Croissance économique non inclusive et peu valorisée	→ Formation du capital humain (éducation, formation professionnelle et enseignement supérieur) → Inclusion de la jeunesse (Emploi, développement des activités productives...) → Autonomisation des femmes et lutte contre les inégalités de genre
	SOUTENIR LES INSTITUTIONS POUR L'ACCÈS DE TOUS AUX SERVICES DE BASE	Disparités territoriales entre les villes et les périphéries	→ Appui à la décentralisation → Réforme des finances publiques → Accès aux services de base pour tous

ANNEXE 2. CARTOGRAPHIE DES INTERVENTIONS DE L'AFD

Stratégie AFD 2020-2025 – Burkina Faso



LISTE DES SIGLES

ABG : Aide budgétaire globale

ACLED : Armed Conflict Location & Event Data

AFD : Agence Française de Développement

APD : Aide publique au développement

CAST : Compte d'affectation spéciale du Trésor

CICID : Comité interministériel de la coopération internationale et du développement

CT : Collectivités territoriales

DESA : Département des affaires économiques et sociales (du Secrétariat des Nations Unies)

FDS : Forces de Défense de Sécurité

FMI : Fonds monétaire international

GAT : Groupes Armés Terroristes

GRET : Groupe de recherche et d'échange technologique

MEAE : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

MINEFID : Ministère de l'économie, des finances et du développement (Burkina Faso)

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

OCHA : Bureau de la coordination des affaires humanitaires (ONU)

OICC : Outils d'intervention dans les contextes de crise

ONEA : Office national d'eau et d'assainissement

ONG : Organisation non gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

OP : Organisations de producteurs

OSC : Organisation de la société civile

PASAS : Plateforme d'analyse, de suivi et d'apprentissage au Sahel

PIB : Produit intérieur brut

PLD : Plans Locaux de Développement

PMA : Pays les moins avancés

PME : Partenariat mondial pour l'éducation

PME : Petites et moyennes entreprises

PNDES : Plan National de Développement Economique

PP : Politiques publiques

PTF : Partenaires techniques et financiers

PUS : Programme d'urgence pour le Sahel

SONABEL : Société nationale burkinabè d'électricité

UE : Union européenne

Groupe AFD

Le groupe AFD contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. Composé de l'Agence française de développement (AFD), en charge du financement du secteur public et des ONG, de la recherche et de la formation sur le développement durable, de sa filiale Proparco, dédiée au financement du secteur privé, et bientôt d'Expertise France, agence de coopération technique, le groupe finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.

<http://www.afd.fr>

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Tél. : +33 1 53 44 31 31 – Fax. : +33 1 44 87 99 39
5, rue Roland Barthes, 75 598 Paris Cedex 12 – France

www.afd.fr